

[> En quoi consiste l'insertion par l'activité économique \(IAE\) ? : Ateliers et chantiers d'insertion](#)

## L. 5132-15-1-1

LOI n°2020-1577 du 14 décembre 2020 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les ateliers et chantiers d'insertion peuvent conclure des contrats à durée indéterminée avec des personnes âgées d'au moins cinquante-sept ans rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, selon des modalités définies par décret.

### Sous-section 6 : Groupes économiques solidaires.

## L. 5132-15-2

LOI n°2008-1249 du 1er décembre 2008 - art. 20

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Afin de favoriser la coordination, la complémentarité et le développement économique du territoire et de garantir la continuité des parcours d'insertion, une personne morale de droit privé peut porter ou coordonner une ou plusieurs actions d'insertion telles que visées à la sous-section 1 de la présente section.

## Section 4 : Dispositions d'application.

## L. 5132-16

LOI n°2020-1577 du 14 décembre 2020 - art. 1 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Sous réserve des dispositions de l'article **L. 5132-17**, un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application du présent chapitre, notamment les conditions d'exécution, de suivi, de renouvellement et de contrôle des conventions conclues avec l'Etat ainsi que les modalités de leur suspension ou de leur dénonciation.

## L. 5132-17

LOI n°2011-967 du 20 juillet 2011 - art. 16

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Un décret détermine la liste des employeurs habilités à mettre en œuvre les ateliers et chantiers d'insertion mentionnée à l'article **L. 5132-15**.

## Chapitre III : Prime de retour à l'emploi et aide personnalisée de retour à l'emploi .

### Section 2 : Aide personnalisée de retour à l'emploi

## L. 5133-8

LOI n°2008-1249 du 1er décembre 2008 - art. 8

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Une aide personnalisée de retour à l'emploi peut être attribuée par l'organisme au sein duquel le référent mentionné à l'article **L. 262-27** du code de l'action sociale et des familles a été désigné. Elle a pour objet de prendre en charge tout ou partie des coûts exposés par l'intéressé lorsqu'il débute ou reprend une activité professionnelle.